



COMPTE-RENDU DE LA 2E RÉUNION DU COMITÉ DE PILOTAGE DE SWIM-SM 17-18 octobre 2012

Préambule : La 2^e Réunion du Comité de Pilotage (CP) de SWIM-SM s'est tenue les 17-18 octobre 2012 à l'hôtel Marivaux à Bruxelles. Les objectifs principaux en étaient (1) de rendre compte de l'avancement des activités du Mécanisme de Soutien de SWIM (SWIM-SM) au cours de la première année de mise en œuvre, (2) de présenter les progrès dans la mise en œuvre des cinq projets de démonstration de SWIM (SWIM-DP), (3) de présenter les activités planifiées pour la 2^e année de mise en œuvre de SWIM-SM et d'en discuter, et (4) d'examiner et de discuter des nouvelles synergies possibles avec des projets et des initiatives pertinents en cours..

1er JOUR – 17 oct. 2012

Séance d'ouverture

- Remarques préliminaires : Mme Liselotte Isaksson, Chef de secteur, Unité F.4 - Programmes Régionaux Voisinage Sud, EuropeAid Direction générale Développement et Coopération Commission Européenne
- Dr. Rafiq Hussein : Vice-secrétaire Général, Union pour la Méditerranée
- Objet et structure de la réunion : M. Stavros Damianidis (Directeur de Projet) et M. Vangelis Constantianos (Directeur Technique), SWIM-SM

Principaux résultats des discussions :

- Le Programme SWIM s'efforce de répondre à l'urgente nécessité d'une gestion intégrée des ressources en eau, en portant son attention sur des questions telles que la planification participative, l'équité, la responsabilité et la transparence et en se focalisant sur la Coopération Régionale dans les pays de l'IEVP Sud ;
- Dans le but d'être plus efficace et obtenir de meilleurs résultats, l'étendue des activités de



SWIM-SM a été restreinte, et plus axée ;

- Les synergies entre SWIM et les initiatives et projets en cours constituent un élément très important et devraient être encouragées au but de partager les expériences, les meilleures pratiques et les connaissances sur la façon de promouvoir la GIRE et aussi de parvenir à une meilleure utilisation des ressources disponibles; La CE soutient chaleureusement l'approbation du Projet de Stratégie pour l'Eau en Méditerranée de l'UpM (ou tout autre politique régionale dans le domaine de l'eau) comme une étape clé vers la promotion de la gestion intégrée durable de l'eau dans la région et, de son côté, la Division Eaux de l'UpM soutient le renforcement de la coopération avec le programme SWIM ;
- L'UpM et le SWIM-SM devraient renforcer leur relation. Le secrétariat de l'UpM doit reconnaître les changements et la difficulté de la situation dans la région (les problèmes économiques rencontrés par les pays du Nord et les révolutions et les fréquents changements de gouvernement connus par le Sud) et saisir toutes les occasions qui se présentent pour travailler mieux et plus efficacement, en termes de ressources, pour promouvoir la gestion intégrée durable de l'eau. Les projets de l'UpM sont de nature principalement régionale ou sous-régionale / transnationale, exceptionnellement il y a des projets nationaux présentant un impact régional (tels que l'usine de dessalement de Gaza, avec pour acteurs principaux l'Égypte, Israël et le territoire Palestinien occupé). Le projet GWP-Med / OCDE mis en œuvre par la Division Eau de l'UpM et destiné à améliorer la gouvernance et le mode de financement du secteur de l'eau a aussi été évoqué, avec un accent particulier porté sur la promotion de la participation du secteur privé.
- Le retour d'information de la part des membres du Comité de Pilotage est essentiel à la mise au point des réalisations éventuelles du programme SWIM et de sa valeur ajoutée pour les pays de la région et pour adapter les activités, en vue de mieux répondre aux besoins existants.

Session I : Vue d'ensemble des progrès du programme SWIM : Dr. Hosny Khordagui, Chef d'équipe, SWIM-SM

Principaux résultats des discussions :

- Les représentants des pays ont exprimé leur appréciation pour le volume de travail et le pourcentage de réalisation du projet SWIM-SM au cours de sa première année de mise en œuvre, compte tenu des enjeux actuels dans la région.



- Les pays ont exprimé leur intérêt pour des activités de démonstration présentant plus de formations sur le tas ;
- L'évaluation des impacts d'activités relatives au renforcement des capacités dans une démarche dépassant l'enregistrement du nombre de stagiaires concernés est une tâche difficile. Cette difficulté a été attribuée à la multitude des acteurs impliqués dans ce domaine dans la région, au temps très long nécessaire à la mise en oeuvre des options politiques suggérées par SWIM-SM au niveau national et aux ressources et au temps nécessaires au développement et à l'examen des indicateurs pour mesurer les impacts. Le SWIM-SM pourrait cependant tenter d'introduire quelques indicateurs appropriés ; L'évaluation, à la fois des formateurs et des stagiaires, au cours des activités de renforcement des capacités est importante et devrait se poursuivre ;
- Le SWIM-SM est en train d'élaborer une matrice destinée à mettre en évidence les possibilités d'interconnexion et de synergies avec les initiatives et les projets en cours. En outre, le projet a identifié les partenaires potentiels pour chaque activité proposée dans son plan de travail pour 2013.
- En vue d'assurer la synergie, le SWIM-SM envisagera de développer un mécanisme destiné à informer des initiatives/projets en cours, de ses activités programmées et en cours.

Recommandations principales :

- La communication entre les PF nationaux et le SWIM-SM devrait être améliorée, de façon à ce que l'information concernant les matériaux produits et les activités en cours soient reçues par les PF en temps opportuns SWIM-SM devrait explorer le plus possible l'identification, le développement et le testing d'indicateurs sélectionnés, en vue d'évaluer les activités de renforcement de capacité en terme de leurs impacts. Des synergies entre le SWIM-SM et la composante d'évaluation d'H2020 pourraient être développées dans ce contexte ;
- Les synergies avec des initiatives pertinentes devraient être encouragées. Mention particulière a été faite du centre MEDRC et des formations assurées dans son cadre (formations / visites sur le terrain) ainsi que sur l'importance de se focaliser sur les réussites obtenues ;
- Synergies with relevant initiatives should be encouraged. Specific mention was made to the MEDRC Center and the trainings conducted in its framework (trainings/field tours) as well as on the importance to focus on success stories;



Session II : Rapport d'étape Présentation & Discussion

Module de travail 1 : Gouvernance de l'eau & intégration

Principaux résultats des discussions :

- L'établissement de comités interministériels a été mis en place, en tant qu'activité, par le partenariat Med du FEM. SWIM-SM a offert d'apporter son assistance autant que possible. Peu de progrès ont cependant été réalisés. Dans le cas de certains pays (p. ex. Palestine et Tunisie), de tels comités sont susceptibles de déjà exister ou d'être prévus par les pays eux-mêmes, et d'autres pourraient être explorés dans le cadre du Conseil ministériel pour l'Eau de la Ligue Arabe.
- La dernière idée explorée par le partenariat Med du FEM consiste à assister des comités interministériels nationaux pour les zones côtières et à soutenir cet effort dans une approche régionale susceptible d'être assumée par SWIM-SM.
- Il est important de reproduire les bons exemples en matière d'AUE et d'évaluation économique sur une base Sud-Sud et les moyens d'atteindre cet objectif devraient être identifiés. Le rôle des écosystèmes dans la gestion de l'eau est perçu comme un maillon faible des activités mises en œuvre dans le cadre de SWIM-SM, particulièrement par rapport au renforcement des capacités. Dans un tel contexte, le rôle important des zones humides a été pris en compte dans les études en cours et dans l'évaluation économique de la dégradation hydrique au niveau de bassin fluvial.

Recommandations principales :

- La réplication des résultats concernant les activités d'évaluation des ressources hydriques pourraient être réalisée au moyen de : a) études de politiques résumant les conclusions principales, b) formations (une dans le Maghreb et une dans le Machrek), c) extension à d'autres cas, d) ancrage de l'évaluation économique dans les institutions/universités qui continueront à fournir de tels services et le recours aux outils. La Libye et la Mauritanie devraient être incluses dans les activités du SWIM-SM, dans la mesure où elles font partie des processus unifiant la région (y compris la très récente Initiative 5+5). La Mauritanie ne



peut participer qu'en tant qu'observateur.

Module de travail 2 : Activités de renforcement des capacités

Principaux résultats des discussions :

- L'intégration constitue un objectif important du SWIM-SM et, par conséquent, l'implication d'autres secteurs dans les activités de renforcement des capacités du SWIM-SM est essentielle. De ce point de vue, les PF nationaux ont un rôle majeur à jouer, dans la mesure où ils constituent la référence principale des activités du SWIM-SM. Dans certains cas, les PF nationaux rencontrent des difficultés à identifier des stagiaires compétents pour les activités prévues, en raison, en particulier, du temps requis pour la coordination avec d'autres institutions éligibles pour les formations.
- Les formateurs sont sélectionnés sur la base de l'identification et de la proposition de 2-3 candidats compétents parmi lesquels la CE choisit le plus qualifié. Les retours d'information des pays concernant les performances des formateurs sont appréciés ;
- L'évaluation des ateliers de formation constitue un élément essentiel dans le processus de planification des futures activités de renforcement des capacités du SWIM-SM en vue de répondre de façon efficace aux besoins identifiés au cours d'activités précédentes. Dans cette perspective, une plus grande attention sera accordée à l'organisation de visites sur le terrain et de voyages d'étude au cours de la seconde année de mise en œuvre du SWIM-SM ;
- Les questions environnementales sont considérées dans les activités du SWIM-SM comme une composante importante de la GIRE. Les aspects environnementaux de la gestion de l'eau sont également abordés dans un des piliers, celui qui concerne l' « Évaluation Économique des Ressources en Eau », et se manifestent aussi dans les cadres institutionnels du CP par l'inclusion d'Agents de Liaison environnementaux représentant les Ministères de l'environnement des PP.

Recommandations principales :

- Les PF nationaux ont demandé à recevoir, en plus du plan de travail régulièrement mis à jour et disponible sur le site internet du projet, un plan des activités à venir bien à l'avance de leur mise en œuvre, de façon à ce qu'ils puissent avoir le temps de faciliter efficacement la nomination des stagiaires les mieux qualifiés, et de se coordonner avec d'autres institutions concernées; En vue d'identifier les candidats les mieux qualifiés, les PP



devraient recevoir des informations détaillées concernant le profil demandé et le niveau requis des participants ciblés lorsque la demande de nomination leur est envoyée ;

- Pour ce qui est de l'impact des activités de renforcement des capacités, le suivi interne par les pays est nécessaire en vue d'évaluer ce qui a été accompli par rapport à l'objet du thème de la formation ; Les stagiaires devraient présenter à leurs collègues les points clé acquis lors de leur formation. Cela permettrait de renforcer à la fois le processus de suivi/évaluation et la durabilité des activités de renforcement des capacités ;
- Les stagiaires devraient être activement impliqués dans les activités de renforcement des capacités, en étant sollicités de préparer à l'avance et de présenter des cas, exemples et meilleures pratiques issus de leurs expériences au niveau national ;
- L'importance des zones humides dans le traitement des eaux usées et la nécessité d'inclure ce sujet dans les séances de formation et les visites d'étude doivent être soulignées. Cette question sera particulièrement mise en évidence grâce à la coordination GIZC/GIRE. Les pays doivent être engagés dans la préparation des formations pour que les thèmes prioritaires puissent être identifiés plus facilement et que les activités puissent être conçues de façon à répondre mieux à leurs besoins nationaux. Le SWIM-SM peut partager la Note Conceptuelle (NC) des activités de formation proposées avec les PF et recueillir leurs commentaires avant de continuer. Le temps constitue, cependant, un facteur très important en matière de mise en œuvre, ce qui nécessite que les retours d'information issus des PF soient transmis dans un délai d'une semaine. Faute de quoi, le SWIM considérera qu'il y a consensus sur la NC.
- Les délégations de l'UE dans les PP devraient aussi être informées à l'avance de telles activités en vue de mieux articuler les projets d'assistance bilatérale qu'ils mettent déjà en œuvre au niveau national ;
- Le SWIM-SM devrait également avancer sur les thèmes d'intérêt régional et fournir des conseils concernant les questions particulières, telles que celles relatives à la gestion des eaux transfrontalières et à la bonne gouvernance de l'eau.
- Le secteur privé devrait être invité à participer aux activités de renforcement des capacités car cela leur serait très utile. Les PP peuvent aider à assurer la participation du secteur privé aux manifestations.;
- La formation de formateurs devrait bénéficier d'une attention adéquate de la part de SWIM-SM en vue d'assurer le suivi approprié et la durabilité des activités. L'assistance des PP de SWIM serait cependant nécessaire à l'identification des personnes qualifiées issues des



administrations et des centres nationaux susceptibles d'être formées ;

Module de travail 3 : Application des plans de gestion de l'eau

Principaux résultats des discussions :

- Le rôle consultatif du SWIM-SM en matière de dessalement a été souligné et que toutes les activités pertinentes sont mises en œuvre en tenant compte que le dessalement doit être envisagé par les pays après l'épuisement de toutes les autres options. SWIM-SM a entrepris, à cet égard, une étude en vue d'examiner les coûts et les bénéfices de l'approvisionnement en eau par le dessalement par rapport à l'amélioration de l'efficacité technique et d'allocation. Bien que cette étude vise à fournir des lignes directrices pour une décision fondée en matière d'investissement dans le secteur de l'eau, le projet SWIM-SM n'empiète pas sur la souveraineté des PP, ni sur leurs décisions de promotion du dessalement comme solution à leurs problèmes de ressources hydriques ;
- Israël a souligné l'importance de maintenir, dans le cadre du module de travail 3, l'activité supprimée (Activité 3.3.3) se rapportant au développement d'un système d'incitation financière pour l'économie d'eau, et la nécessité d'assister les agriculteurs au moyen d'incitations financières, dans la mesure où cela pourrait avoir des impacts significatifs sur la gestion durable de l'eau.

Recommandations principales :

- Le secteur privé devrait être impliqué dans les activités relatives au dessalement dans la mesure où il y est présent depuis 50 ans et peut fournir des conseils utiles ;

Module de travail 4 : Identification des bonnes pratiques & des réussites dans la région & ailleurs

Principaux résultats des discussions :

- L'identification de bonnes pratiques est généralement considérée comme une activité très utile, d'une valeur ajoutée pour les PP.
- La recharge des aquifères au moyen des eaux usées traitées est considérée par certains pays comme une question importante sur laquelle le SWIM-SM devrait insister davantage. D'autres pays la considèrent cependant comme une pratique à risque, en raison de problèmes de qualité de l'eau. Les aquifères peuvent être irréversiblement endommagés et les PP ne sont, par conséquent, pas enclins à procéder à cette recharge. Les rares

7



connaissances en matière d'hydrogéologie des aquifères et des nappes phréatiques dans certains des PP ne permet pas de planifier correctement la recharge, tandis que l'absence de législation et d'application adaptées, ajoutées au manque de sensibilisation, constituent, dans de nombreux cas, un obstacle à la pratique.

- Le projet de démonstration IMPROWARE se penche sur la question de la recharge des aquifères par les eaux usées traitées et l'espoir existe d'en voir sortir de bonnes pratiques pour guider les activités connexes. Au final, les efforts combinés d'IMPROWARE et de SWIM-SM pourraient être impliqués dans une réponse à cette demande des pays ;

Recommandations principales :

- Impliquer les ONG autant que possible dans les activités liées à ce module et identifier les possibilités pour qu'elles aident à faire avancer les choses.
- Les bonnes pratiques de la part des PP en matière de recharge des aquifères devraient être prises en considération en vue de réplification (p. ex. Israël utilisant le Traitement Sol Aquifère d'effluents secondaires) et aussi celles d'autres pays en Méditerranée (p. ex. l'Espagne). Le rôle du SWIM-SM consisterait en l'apport d'options et de technologies, mais la décision finale revient aux pays.

Le SWIM-SM devrait élaborer une étude sur le cadre législatif régulant la recharge des aquifères par des eaux usées convenablement traitées.

Module de travail 5 : Développement de Communication et Stratégie de Sensibilisation

Principaux résultats des discussions :

- Les parlementaires sont perçus comme un groupe important à cibler par le SWIM-SM dans le cadre de ses activités de communication/sensibilisation ;
- Les ONG jouent elles aussi un rôle important dans la promotion d'une gestion durable de l'eau et sont considérées comme faisant partie des groupes cibles principaux ;
- Les procureurs et les juges ne sont pas bien formés aux cas de non-respect des lois relatives à l'eau et aux mécanismes de mise en application disponibles.
- La coopération étroite entre H2020 CB/MEP et le SWIM-SM a été soulignée, ainsi que l'importance de promouvoir de plus amples synergies compte tenu du fait que certains de ces groupes cibles sont les mêmes.

Recommandations principales :



- La formation des procureurs et des juges devrait se voir attribuer la priorité la plus élevée ;
- Le dialogue entre les parlementaires et les journalistes, et d'autres, y compris les ONG, devrait bénéficier d'une attention appropriée ;

Module de travail 6 : Soutien de la Commission dans la coordination globale du programme.

- Aucun commentaire ni/ou recommandation n'a été exprimé.

Session III : Projets de démonstration SWIM - Présentations & Mise à jour

Principaux résultats des discussions :

- Le CP du SWIM-SM n'a pas autorité/mandat sur les projets de démonstration – cela résulte clairement de la précédente réunion du CP du SWIM-SM. Le PF d'Israël s'est opposé à l'apport de tout soutien de la part du SWIM-SM aux projets de démonstration et au projet « Tous au long de la rivière du Jourdain » en particulier. Ce projet de démonstration n'a pas été approuvé par les pays concernés et est susceptible de remettre en cause le Traité de Paix, et il est inefficace en raison de l'absence de la Syrie dans les débats concernant la rivière. La CE a fait observer que les projets des ONG ne requièrent pas l'approbation des gouvernements et que, bien que le comité de pilotage du SWIM-SM ne soit pas responsable des projets de démonstration, il doit en être tenu informé.

Recommandations principales :

- Le tPo a recommandé, dans le cas du projet de démonstration « Tous au long du Jourdain », de former un comité intergouvernemental trilatéral puisque ce sont les gouvernement qui prennent les décisions. Ceci afin de s'assurer de l'approbation et de l'applicabilité des conclusions du projet ;
- Des outils et méthodes appropriés devraient être utilisés en vue de rendre visible l'impact des deux composantes de SWIM dans les pays dans les années à venir. Il existe plus d'une activité de SWIM dans certains pays et il serait par conséquent utile de montrer comment le SWIM-SM et les projets de démonstration mènent à bien les activités et collaborent. De ce point de vue, l'organisation d'ateliers conjoints, mais pertinents, en vue de partager les expériences au sein des pays, serait utile.



2e JOUR – 18 oct. 2012

Session IV : Plan de travail 2013 de SWIM-SM : Présentation et Discussion

Pilier A de SWIM-SM : Ressources en eau non conventionnelles

Principaux résultats des discussions :

- Certaines des données financières présentées en matière de dessalement (UNEP/WHO 2008) sont obsolètes, dans la mesure où des progrès et améliorations techniques, ayant abouti à des réductions de coût, ont eu lieu. En tout cas, les chiffres réels dépendront de plusieurs facteurs, dont notamment l'échelle de dessalement et la technologie utilisée ;
- Le dessalement utilisant l'énergie solaire concentrée (ESC) a été considéré comme important par tous les pays, et a été abordé au cours du plan de travail 2012 de SWIM-SM. Malgré son potentiel élevé, le groupe restreint de dessalement formé par le SWIM-SM a considéré de haute priorité et soutenu l'évaluation de l'impact cumulatif des projets de dessalement en mer Méditerranée. Ceci a été aussi confirmé par H2020 et par l'UNEP/MAP, compte tenu de l'impact que les résultats auront sur la réforme des politiques dans les pays méditerranéens (l'impact du dessalement dans les pays du sud de l'UE étant traité par l'UNEP/MAP et celui dans les pays sud-méditerranéens par le SWIM-SM)
- Dans sa formation concernant le traitement et la réutilisation des eaux usées déjà conduite en 2012, le SWIM-SM ne s'est pas focalisé sur les normes relatives à la réinjection des eaux usées traitées dans l'aquifère, car il existe, de pays à pays, des différences fondées sur leurs paramètres hydrogéologiques ;
- Les TPO ont demandé une assistance dans l'examen de mécanismes financiers destinés à favoriser la participation du secteur privé eu égard à la construction et à l'exploitation
- Des synergies supplémentaires peuvent être promues entre l'H2020 CB/MEP et le SWIM-SM en vue d'accroître la masse critique dans les pays. Celles-ci se rapportent, entre autres, à l'approche cumulative envers le dessalement, considérée comme très importante, et à la préparation de codes compatibles au niveau régional en matière de dessalement ;
- Le tPo a demandé une assistance dans l'examen de mécanismes financiers destinés à favoriser la participation du secteur privé dans la construction et l'exploitation d'usines de



dessalement.

Recommandations principales :

- L'Etat d' Israël a recommandé l'organisation d'un atelier de renforcement des capacités en collaboration avec le MEDRC concernant la modélisation du coût du dessalement pour prédire le coût de dessalement sur la base de l'échelle et des technologies utilisées. De nombreux PP soutiennent cette initiative ; Dans tous les travaux futurs, les coûts environnementaux de dessalement devraient être évalués et intégrés dans toute estimation de coûts. En outre, les coûts en capital devraient être également partie intégrante de toutes les estimations de coûts ;
- Par ailleurs, le SWIM-SM pourrait capitaliser sur les évaluations d'impact environnemental (EIE) existantes, réalisées pour des usines de dessalement existantes, en tirant les leçons et les partager avec les pays partenaires ;
- Lors de la conduite de l'étude de dessalement proposée, l'étendue de la pollution devrait être mise en perspective comparative avec d'autres sources de pollution ponctuelles en Méditerranée (p. ex. centrales électriques, rejets d'eaux usées industrielles, etc.). Cela dépendra, toutefois, des données disponibles relatives à d'autres décharges qui seront mises à la disposition du SWIM-SM ;
- L'étude de dessalement proposée devrait s'appuyer sur les conclusions d'autres projets régionaux, soutenus par l'UE, abordant le même sujet. Mention particulière a été faite de l'étude menée par AQUA ESC qui fait une analyse du potentiel de la technologie d'énergie thermique solaire concentrée, destinée au dessalement d'eau de mer à grande échelle ;
- SWIM-SM devrait envisager dans les travaux futurs, la compilation de codes/lois/normes de dessalement dans les PP, avec pour objectif de renforcer leur compatibilité et/ou leur harmonisation dans la région ;
- SWIM-SM devrait organiser une réunion stratégique comprenant les FP/LOs et un haut représentant officiel des ministères compétents traitant de dessalement en concertation avec le Groupe de dessalement restreint. Les ONG devraient être invitées à cette réunion pour en suivre de près les travaux ; H2020 devrait aussi en être informé pour créer des synergies par la suite et ajuster en conséquence le renforcement des capacités.
- Pour ce qui est de la réutilisation des eaux usées, le SWIM-SM devrait se focaliser davantage sur la planification stratégique (et non seulement sur l'aspect technologique) en s'appuyant



sur les conclusions et les résultats des activités organisées dans le cadre d'autres projets financés par l'UE, tels que le contrat de service de la MED EUWI ; l'impact environnemental du traitement des eaux usées devrait être pris en considération et la réutilisation d'effluents devrait être promue et intégrée à la phase de planification de l'usine de traitement ;

Pilier B du SWIM-SM : Évaluation économique de la pollution des eaux

Principaux résultats des discussions :

- Toutes les données/statistiques utilisées dans les études sont fournies par les PP ;
- Les études prennent en compte la dégradation des nappes phréatiques et ne se réfèrent pas seulement à la dégradation due à la pollution mais aussi à d'autres causes, y compris le changement climatique ;

Recommandations principales :

- Des synergies devraient être assurées avec le Centre arabe pour l'étude des zones arides et des terres sèches (ACSAD) et avec la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale (CESAO) au Liban. Tant le Ministère de l'Énergie et de l'Eau que la Litani River Authority (LRA) devraient être impliqués en vue de fournir des orientations.
- Le SWIM-SM devrait envisager d'utiliser les résultats du coût de la dégradation dans les bassins fluviaux partagés, pour promouvoir la gestion conjointe des ressources hydriques partagées entre les pays riverains (en particulier, en l'absence d'un comité de cogestion ou d'accords bilatéraux concernant la répartition de l'eau). À cet égard, le SWIM-SM animera un atelier conjoint en vue de discuter des résultats avec les deux pays, et en fournira un résumé à la délégation de l'UE dans les pays concernés, afin d'engager des dialogues politiques fondés sur les résultats.

Pilier C du SWIM-SM : Actions sans regret en vue de l'adaptation du secteur de l'eau au changement climatique

Principaux résultats des discussions :

- L'état d'Israël dispose d'une bonne expérience en matière de gestion de la sécheresse qui inclut la préparation d'un plan directeur, l'évaluation des risques et l'évaluation



environnementale de la sécheresse , en supplément aux questions d'adaptation et d'atténuation. Cette expérience - pourrait être partagée avec d'autres pays à titre de contribution aux travaux proposés par le SWIM-SM ;

- Les indicateurs élaborés dans le cadre des activités du Système Euro-Méditerranéen d'Information sur les savoir-faire dans le Domaine de l'Eau (SEMIDE), liées au Groupe de travail conjoint sur la sécheresse du MED EUWI-WFD, pourraient être utiles aux travaux du MS ;
- Le projet de démonstration de SWIM, ACLIMAS, a offert sa collaboration aux activités menées dans le cadre de ce pilier, dans la mesure où il compilera les bonnes pratiques relatives à l'adaptation à la sécheresse ;
- La coopération entre le SWIM-SM et les organisations compétentes (p. ex. l'Observatoire du Sahara et du Sahel (OSS)) sera poursuivie, en vue de s'appuyer sur leur expérience et aussi avec les projets de démonstration (p. ex. ACLIMAS et WADIS MAR), en tirant notamment parti du projet de travail de proximité dans les pays concernés par la démonstration. Il a été rappelé, à cet égard, que l' OSS est membre du consortium de Wadis Mar
- SWIM-SM devrait fournir un cadre en matière de politique de sécheresse qui prenne en compte les diverses spécificités des pays concernés par le projet.

Recommandations principales :

- La Tunisie a recommandé d'inclure la gestion des inondations dans le plan de travail prévu pour 2013.
- La gestion des sécheresses devrait être abordée comme un ensemble, comportant également l'agriculture et l'environnement, et tenant compte à la fois de la gestion de la crise et de celle du risque.
- SWIM- SM devrait s'occuper de la gestion globale d'événements extrêmes et inclure la préparation d'un ensemble de règles et/ou d'un plan d'urgence dans son plan de travail de 3e année.

Pilier D du SWIM-SM : Gouvernance de l'eau

Promotion des meilleures pratiques à l'appui des domaines prioritaires en vue d'une mise en place et



opérationnalisation réussies des Associations des Usagers de l'Eau (AUE) dans les PP

Principaux résultats des discussions :

- Il a été précisé par le SWIM-SM que les activités proposées dans le cadre de ce pilier se réfèrent à la mise en place et à l'opérationnalisation des AUE ; Les pays peuvent considérablement bénéficier des meilleures pratiques et des leçons tirées par les autres. Cela devrait également s'étendre aux cadres juridiques. Le SWIM- SM a précisé que, sur la base des conclusions de la réunion du Groupe d'Experts tenue au cours de la 1ère phase de mise en œuvre de 2012, il a été suggéré que SWIM-SM ne s'occupe pas du cadre juridique des AUE ;

Des préoccupations relatives à la non-inclusion dans ce pilier d'autres questions importantes pertinentes à la gouvernance de l'eau locale, telles que les modifications des modèles de culture, la tarification, la législation et les progrès à réaliser au niveau politique, ont été soulevées.

Recommandations principales :

- Les AUE liées aux grands périmètres irrigués ne devraient pas être les seules à être mises en exergue, mais aussi celles liées aux petites exploitations dans la mesure où, dans certains pays, les petits périmètres constituent la majorité des zones irriguées ; Le SWIM- SM devrait renforcer les législateurs de l'eau dans les pays de SWIM , de façon à faciliter la mise en place des législations correspondantes. Ceci a toutefois été âprement débattu entre les pays, dont certains favorisent l'adoption d'une approche par étapes, l'élaboration d'exemples réussis dans l'établissement et la responsabilisation des AUE, et l'adaptation des législations en cours de route.

Amélioration de la conformité et de l'application de la législation concernant l'eau dans les pays du SWIM-SM

Principaux résultats des discussions :

- Le projet ne fournira que des lignes directrices se rapportant à des mesures destinées à améliorer la conformité avec la législation concernant l'eau. Le problème réside principalement dans l'application et non dans la disponibilité de la législation concernant l'eau ; et quand elle est disponible, elle est élaborée sans la moindre participation des bénéficiaires. Des cadres/directives relatifs à l'application, provenant d'Europe, par exemple, seraient utiles, mais les éléments sociaux et le comportement humain (dans le



contexte de la région) doivent être pris en compte ;

- La multiplicité des lois, la diversité de leurs origines et leurs chevauchements constituent des aspects problématiques dans certains des PP ;
- D'autres acteurs devraient être engagés dans les activités de renforcement des capacités proposées. Cela devrait inclure, mais sans s'y limiter, la police de l'environnement, les inspecteurs, les procureurs, etc. Il sera laissé aux soins des points focaux et des agents de liaison de coordonner la nomination de l'expertise appropriée dans leurs pays respectifs. Un rôle significatif revient au média en matière de sensibilisation en vue de renforcer l'application des lois concernant l'eau ;

Recommandations principales :

- Les usagers de l'eau et les parties prenantes devraient prendre part à la préparation des lois concernant l'eau et devraient être informés/conscients de la façon de se conformer à ces législations. Les approches ascendantes et la mise en œuvre de consensus sont essentiels à l'observation des lois concernant l'eau ;
- Le travail d'incitation/mise en garde par rapport au respect de la loi devrait être inclus dans les activités prévues, une question qui est prise en compte dans les activités proposées ;
- La coopération Sud-Sud et le partage des pratiques de respect et d'application des lois devraient être promus par le SWIM-SM ;
- La Jordanie et la Palestine ont demandé une enquête détaillée sur l'adéquation des lois concernant l'eau en vue d'en améliorer la conformité et d'en développer la capacité d'application.
- La révision de l'ordre des activités de formation et d'évaluation a été suggérée.

Communication, soutien des projets de démonstration & activités horizontales

- Israël ne soutient pas d'activité dirigée vers les projets de démonstration, spécifiquement dû à l'existence du projet FOEME.
- Les projets de démonstration pourraient renforcer la diffusion de l'information concernant le SWIM-SM au niveau local ;



- Le grand public n'est pas la cible de la communication car le coût dépasserait largement les ressources financières disponibles.

Session V : Table ronde concernant les synergies avec les organisations / programmes/ initiatives régionaux

Le panel comprenait des représentants des organisations/projets suivants :

- H2020 CB MEP
- MEHSIP
- UNEP MAP/MED POL
- Secrétariat de l'UpM

Principaux résultats des discussions :

- Le Secrétariat de l'UpM peut tirer un avantage considérable des expertises/documents techniques élaborés dans le cadre SWIM ; et il a demandé que le SWIM-SM aide à développer des critères et des lignes directrices utiles à la sélection de projets (en fonction des points chauds environnementaux mis à jour) en vue d'un financement potentiel.
- H2020/CB MEP peut aider à approcher les parties prenantes avec lesquelles il entretient des liens étroits (Parlementaires, ONG, journalistes, éducateurs, et membres du consortium CB/MEP tels que l'UNESCO IHE, l'UNEP/MAP, ARC+, ACP. gestion de l'eau et des ressources hydriques non conventionnelles. Le financement du secteur de l'eau est apparu comme une question d'importance et à priorité élevée dans l'agenda du MEHSIP. Le SWIM-SM se voit recommander d'entrer en synergie avec le MEHSIP en matière d'activités de financement du secteur de l'eau tout en se gardant de questions socialement et politiquement sensibles telles que l'établissement du prix et de la tarification de l'eau. Une prise en compte suffisante devrait être accordée à la création d'un environnement favorable en vue d'attirer les investissements du secteur privé dans le secteur de l'eau. Une demande claire de création de synergies et d'interconnexions supplémentaires avec les projets et initiatives correspondants a été exprimée comme suit :
 - Dessalement, Renforcement des capacités et Réutilisation des eaux usées avec l'UNEP MAP/MED POL,
 - Étude de réutilisation en Israël et en Espagne par le Plan Bleu,



Gestion Intégrée Durable de l'Eau (SWIM) - Mécanisme de Soutien

Projet financé par l'Union européenne

- Modélisation du coût en matière de dessalement faite par le MEDRC,
- « Adaptation au changement climatique dans le secteur de l'eau dans la région MOAN » commandée par le BMZ allemand (Ministère Fédéral de la Coopération Économique et du Développement) pour le Conseil Ministériel Arabe ; représentés par l'ACSAD et l'ESCWA,
- Le programme de gouvernance du PNUD pour les États Arabes (WGP-AS) ; son rapport devrait être disponible d'ici la fin 2012.



LISTE DES PARTICIPANTS

Titre	Nom	Prénom	Pays	Institution/ Projet	Poste	e-mail
1	M.	Almotaz	ABADI	TPO	Autorité Palestinienne de l'Eau	Conseiller technique mutaz.abadi@gmail.com
2	Ing.	Ahmad	ABU THAHER	TPO	Ministère de l'Environnement	Directeur Général des Projets et des Relations Internationales ahmadabuthaher@yahoo.com
3	Dr.	Khaled	ABUZEID	Égypte	Centre pour l'Environnement et le Développement pour la Région Arabe et l'Europe (CEDARE)	Directeur Régional du Programme de Ressources en Eau kabuzeid@cedare.int
4	M.	Mohamad	AFANA	Jordanie	Ministère de l'Environnement	Directeur des Politiques et du Développement afaneh79@yahoo.com
5	M.	Tahar	AICHAOUI	Algérie	Ministère des Ressources en Eau	Directeur des études et des aménagements hydrauliques deah.meda@yahoo.fr
6	Dr.	Ismail	AL BAZ	Jordanie	GIZ	Directeur Principal de Projet ismail.albaz@giz.de



Titre	Nom	Prénom	Pays	Institution/ Projet	Poste	e-mail
7	M. Sherif	ARIF	Égypte	SWIM-SM	Expert non principal	sherifarif59@yahoo.com
8	Dr. Ahmed	BADR	Égypte	Délégation de l'UE en Égypte	Spécialiste en Services publics & Développement économique	ahmed.badr@eeas.europa.eu
9	M. Fuad	BATEH	Espagne	Secrétariat de l'Union pour la Méditerranée	Conseiller Principal pour l'Environnement et l'Eau	fuad.bateh@ufmsecretariat.org
10	M. Nejib	BENESSAIA	Grèce	MEDWET	Coordinateur	nejib@medwet.org
11	Mme Lucie	BERGER	Belgique	Chargée de mission	DG CLIMA	Lucie.BERGER@ec.europa.eu
12	Dr Djahida	BOUKHALFA	Égypte	UNDP Égypte	Coordinateur de projet	djahida.boukhalfa@undp.org
13	Mme Anthi	BROUMA	Grèce	SWIM-SM	Assistance technique	anthi@gwpmed.org
14	M. Matteo	CARNEVALE	Italie	Ministère Italien de l'Environnement, du Territoire et de la Mer	Agent de Projet - Force opérationnelle de l'UE	carnevale.matteo@minambiente.it
15	Mme Barbara	CHIAPPINI	Belgique	Ministère Italien de l'Environnement, du Territoire et de la Mer	Chef de la Force opérationnelle de l'UE	chiappini.barbara@minambiente.it



Gestion Intégrée Durable de l'Eau (SWIM) - Mécanisme de Soutien

Projet financé par l'Union européenne

Titre	Nom	Prénom	Pays	Institution/ Projet	Poste	e-mail
16	M.	Vangelis	Grèce	SWIM-SM	Directeur technique	vangelis@gwpmmed.org
17	M.	Stavros	Grèce	SWIM-SM	Directeur de projet	stavros@ldk-gr
18	Mme	Andrea	Italie	Ministère Italien de l'Environnement, du Territoire et de la Mer	Expert	deangelis.andrea@minambiente.it
19	Mme	Marta	Italie	Ministère Italien de l'Environnement, du Territoire et de la Mer	Expert	detotis.marta@minambiente.it
20	Dr.	Céline	France	PLAN BLEU	Chargée de Programme pour l'Eau	cdubreuil@planbleu.org
21	Dr	Jauad	France	UT SEMIDE / EMWIS TU	Responsable de l'information	jauad.el-kharraz@semide.org
22	Mme	Intsar	Libye	Ambassade de Libye à Bruxelles	Deuxième Secrétaire	amb.delibye@yahoo.com
23	Mme	Mona	Liban	Ministère de l'Énergie et de l'Eau	Directeur de l'Eau	monafakih@hotmail.com
24	Mme	Silvia	Algérie	Délégation de l'UE Algérie	Gestionnaire des Programmes de Coopération	silvia.favret@eeas.europa.eu
25	M.	Oded	Israël	Autorité Israélienne de l'Eau	Directeur Général adjoint	OdedF10@water.gov.il



Titre	Nom	Prénom	Pays	Institution/ Projet	Poste	e-mail
26	Mme	Ulrike	Allemagne	GIZ GmbH	Chef d'unité	ulrike.gantzer-sommer@giz.de
27	M.	Giorgio	Italie	WADIS- MAR	Coordinateur de projet	Ghiglieri@unica.it
28	Mme	Tatjana	Grèce	MED POL	Chargée de programme	thema@unepmap.gr
29	M.	Stéphane	Commission Européenne	Unité F.4	Gestionnaire de tâches	Stephane.HALGAND@ec.europa.eu
30	M.	Nayef	Jordanie	GIZ	Conseiller Technique Principal	nayef.hammad@giz.de
31	M.	Rafiq	Espagne	Secrétariat de l'Union pour la Méditerranée	Secrétaire Général adjoint	rafiq.husseini@ufmsecretariat.org
32	Mme	Liselotte	Commission Européenne	Unité F.4	Chef de secteur	Liselotte.Isaksson@ec.europa.eu
33	Mme	Sondes	Tunisie	Bureau de la Planification et des Équilibres Hydrauliques	Directeur Général	sondeskamoun@yahoo.fr
34	M.	Hachmi	France	Institut Méditerranéen de l'Eau (IME)	Directeur exécutif	hkennou@ime-eau.org
35	Dr	Roula	Italie	Institut Ciheam-Bari	Agent /Département Territoire & Eau	khadra@iamb.it



Gestion Intégrée Durable de l'Eau (SWIM) - Mécanisme de Soutien

Projet financé par l'Union européenne

Titre	Nom	Prénom	Pays	Institution/ Projet	Poste	e-mail
36	Dr	Essam	Égypte	Ministère des Ressources en Eau et de l'Irrigation	Chef de secteur	Essam@mwri.gov.eg
37	M.	Nader	TPO	WEDO/FOEME	Directeur	nader@foeme.org
38	M.	Hosny	Égypte	SWIM-SM	Chef d'équipe	h.khordagui@swim-sm.eu
39	Mme	Chara	Grèce	SWIM-SM	Coordinateur de projet	cko@ldk.gr
40	Mme	Victoria	Grèce	SWIM-SM	Administratrice	vs@ldk.gr
41	Dr	Nicola	Italie	Institut Ciheam-Bari	Chef de département	lamaddalena@iamb.it
42	Mme	Catherine	Commission Européenne	DG ENV E.1	Chargée de mission	catherine.lauranson@ec.europa.eu
43	Mme	Shannon	Oman	MEDRC	Directrice de Centre adjointe	mccarthyshannon@yahoo.com
44	M.	Munqeth	Jordanie	Eco Peace Friends of the Earth Middle East	Président	munqeth@foeme.org
45	M.	Andrew	Commission Européenne	DG ENV Commission Européenne	Coordinateur Pev	andrew.murphy@ec.europa.eu
46	M.	Essam	Égypte	RAED	Directeur exécutif	e.nada@aoye.org



Titre	Nom	Prénom	Pays	Institution/ Projet	Poste	e-mail
47 M.	Joan	PARPAL	Espagne	Medicities	Secrétaire Général	parpal@amb.cat
48 Mme	Florence	PINTUS	France	Office International de l'Eau	Directrice du projet Eau et Agriculture	F.PINTUS@OIEAU.FR
49 M.	Bouzekri	RAZI	Maroc	Ministère de l'Énergie, des Mines, de l'Eau et de l'Environnement	Chef de Service de la Coopération Bilatérale	bz.razi@gmail.com
50 M.	Charbel	RIZK	Liban	SWIM-SM	Expert en environnement	c.rizk@swim-sm.eu
51 Mme	Valeria	RIZZO	Italie	Ministère Italien de l'Environnement, du Territoire et de la Mer	Directrice de Division	rizzo.valeria@minambiente.it
52 Mme	Cécile	RODDIER-QUEFELEC	Danemark	Agence Européenne de l'Environnement	Directrice de projet Mediterranean Area Cooperation	cecile.rodier-quefelec@eea.europa.eu
53 M.	Karim	SAHNOUN	Tunisie	Ministère de l'Environnement	Sous-Directeur à la Direction de la Coopération Internationale et du Partenariat	m.cab@mineat.gov.tn
54 Mme	Irène	SANDER	Jordanie	Conseillère technique	Coopération Internationale allemande - GIZ	irene.sander@giz.de



Titre	Nom	Prénom	Pays	Institution/ Projet	Poste	e-mail
55 Prof.	Michael	SCOULLOS	Grèce	H2020 CB/MEP	Chef d'équipe	info@mio-ecsde.org scoullas@mio-ecsde.org
56 M.	Saleh	SEDDIK	Égypte	Délégation de l'UE en Égypte	Responsable Finances & Contrats	saleh.seddik-aly@eeas.europa.eu
57 M.	Fadi	SHRAIDEH	Jordanie	IUCN ROWA	Coordinateur de compensation /Chef d'Équipe de Recherche	fadi.shraideh@iucn.org
58 M.	Ali	SUBAH	Jordanie	Ministère de l'Eau et de l'Irrigation	Secrétaire Général assistant	alisubah62@yahoo.com
59 Mme	Suzan	TAHA	Jordanie	SWIM-SM	Expert en eau	s.taha@swim-sm.eu
60 Prof.	Mladen	TODOROVIC	Italie	CIHEAM - Institut Agronomique Méditerranéen de Bari	Administrateur scientifique	mladen@iamb.it
61 Mme	Barbara	TOMASSINI	Liban	SWIM-SM	Expert en Communications	b.tomassini@swim-sm.eu
62 M.	Salvatore	VIRDIS	Italie	WADIS- MAR	Directeur de projet	Viridis@uniss.it
63 M.	Stelios	ZACHARIAS	Grèce	SWIM-SM	Coordinateur d'évènement	zas@ldk.gr
64 M.	Alon	ZASK	Israël	Ministère Israélien de la Protection de l'Environnement	Directeur, Division Eau et Cours d'Eau,	AlonZ@sviva.gov.il



Gestion Intégrée Durable de l'Eau (SWIM) - Mécanisme de Soutien

Projet financé par l'Union européenne

Titre	Nom	Prénom	Pays	Institution/ Projet	Poste	e-mail
65	M. Dimitrios	ZEVGOLIS	Commission Européenne	DG CLIMA A.1	Chargé de mission	dimitrios.zevgolis@ec.europa.eu



REPORT ON THE 2ND SWIM-SM STEERING COMMITTEE MEETING 17th-18th October 2012

Preamble: The 2nd SWIM Steering Committee (SC) Meeting took place on 17-18 October 2012 in the hotel Marivaux in Brussels. The main objectives were to (1) report on progress in relation to activities realized by SWIM-Support Mechanism's (SWIM-SM) during its 1st year of implementation, (2) present the advancement in the implementation of the five SWIM demo projects (SWIM-DP) (3) present and discuss activities planned for the 2nd year of SWIM-SM implementation and (4) review and discuss further synergies with relevant on-going projects and initiatives.

DAY 1 – 17 Oct 2012

Opening Session

- Opening Remarks: Ms. Liselotte Isaksson, Head of Sector, Unit F.4 - Regional Neighbourhood South, EuropeAid, DG Development and Co-operation, European Commission
- Dr. Rafiq Hussein: Deputy Secretary General, Union for the Mediterranean
- Purpose and structure of the Meeting: Mr. Stavros Damianidis (Project Director) and Mr. Vangelis Constantianos (Technical Director), SWIM-SM

Main Outcomes of Discussions:

- The SWIM Program tries to respond to the urgent need for an integrated management of water resources with attention to issues such as participatory planning, equity, accountability and transparency and focus on Regional Cooperation in the South ENPI countries;
- In order to be more effective and deliver better results the scope of activities of SWIM-SM have been narrowed-down and given more focus;
- Synergies between SWIM and other on-going initiatives and projects are a very important element and should be encouraged to share experiences, best practices and knowledge on how to bring the IWRM further and also to achieve a better use of available resources ;
- The EC warmly supports the endorsement of the UfM Draft Strategy for Water in the Mediterranean (or any other appropriate regional water policy framework) as a key step towards promoting sustainable water integrated management in the Region and, on 1



its side, the UfM Water Division supports the strengthening of cooperation with the SWIM Program ;

- UfM and SWIM-SM should have a strengthened relationship. UfM secretariat has to acknowledge the changing and difficult situation in the Region (economic problems facing the North countries and revolutions and frequent changes of governments in the South) and seize all available opportunities to work better and more effectively in terms of resources to push the agenda of sustainable integrated water management.
- UfM projects are mainly of regional or sub-regional / trans-national nature with, exceptionally, National projects having a Regional impact (such as the Gaza desalination plant; with Egypt, Israel and oPt being the key players). Reference was also made to the GWP-Med / OECD project implemented by the UfM Water Division and directed to improve governance and the way water sector is financed with special emphasis on encouraging the private sector participation.
- The feed-back of the Steering Committee members is essential to take stock of the possible achievements of the SWIM program and of its added value for the countries in the Region and to tailor better the activities to respond to existing needs.

Session I: Overview of the progress of the SWIM Program: Dr. Hosny Khordagui, Team Leader, SWIM-SM

Main Outcomes of Discussions:

- Country representatives expressed their appreciation of the volume of work and the percent delivery of SWIM-SM project during its first year of implementation given the current challenges in the region.
- Countries expressed interest in demonstration activities with more on-the-job trainings;
- Measuring impacts of activities related to capacity development by going beyond a record of the number of trainees involved is a difficult task. The difficulty was attributed to the multitude of players in this field in the region, the very long time needed to implement SWIM-SM suggested policies options at the national level and the resources and time needed to develop and test these indicators to measure impacts. However, SM could try to introduce some appropriate indicators;
- Evaluation of both the trainers and trainees during capacity development activities is important and should be continued;
- SWIM-SM is developing a matrix to highlight the possibilities for interlinks and synergies with on-going initiatives and projects. In addition the project has identified in its 2013 work plan, the potential partners for each suggested activity.
- To ensure synergy, SWIM-SM will consider developing a mechanism to alert other on-going



initiatives/projects on its planned and on-going activities.

Main Recommendations:

- Communication between the National FPs and the SM should be improved so that information about materials produced and on-going activities are received by the FPs in a timely manner;
- To the maximum possible extent, SWIM-SM should explore the identification, development and testing of selected indicators to evaluate capacity building activities in terms of their impacts. Synergies between SM and the evaluation component of H2020 could be developed in this context;
- Synergies with relevant initiatives should be encouraged. Specific mention was made to the MEDRC Center and the trainings conducted in its framework (trainings/field tours) as well as on the importance to focus on success stories;

Session II: Progress Report Presentation & Discussion

Work package 1: Water governance & mainstreaming

Main Outcomes of Discussions:

- The establishment of inter-ministerial committees has been led, as an activity, by the GEF Med-Partnership. SWIM-SM offered to provide its support wherever possible. However, little progress has been achieved. In the case of some countries (e.g. in Palestine and Tunisia) such committees might already exist or planned for by the countries themselves and other could be explored through the Arab League's Ministerial Water Council.
- The latest idea explored by the GEF Med-Partnership is to support National inter-ministerial committees related to coastal areas and to support this effort with a regional approach that could be undertaken by SWIM-SM project.
- It is important to replicate the good examples from WUAs and economic valuation on South-South basis and the means should be identified to achieve this aim.
- Ecosystems role in water management is perceived as a weak component of the activities implemented under SWIM-SM, particularly in relation to capacity development. Within such context, the important role of wetlands has been considered in the on-going studies and in the economic valuation of water degradation at the river basin level.



Main Recommendations:

- Replication of results concerning the activities on water valuation could be achieved via: a) policy studies summarizing the key findings, b) trainings (one in Maghreb and one in Mashreq), c) expansion to other cases, d) anchor economic valuation into institutions/universities that will continue providing such services and the use of the tools.
- Libya and Mauritania should be included in the SWIM-SM activities as they are part of processes uniting the region (including the most recent 5+5 Initiative). Mauritania can only participate as an observer.

Work package 2 : Capacity building activities

Main Outcomes of Discussions:

- Mainstreaming is an important objective of SM and therefore the involvement of other sectors in SWIM-SM capacity building activities is essential. National FPs have a major role to play in this respect, since they are the main reference point of SM activities.
- In some cases, National FPs experience difficulties in identifying suitable trainees for the planned activities, particularly due to the time needed for coordination with other institutions eligible for the trainings.
- Trainers are selected based on the identification and proposal of 2-3 appropriate candidates among which the EC selects the most suitable one. Feedback from the countries about the performances of trainers are appreciated;
- Evaluation of the training workshops is a substantial element in the planning process of SWIM-SM future capacity building activities to respond effectively to the needs identified during preceding activities. In line with this, more focus will be given on the organization of field visits and study tours during the second year of SM implementation;
- Environmental issues are considered in SM activities as an important component of IWRM. Environmental aspects of water management is also addressed in a dedicated pillar within the project “Economic Evaluation of Water Resources” and is also demonstrated by the institutional settings of the SC with the inclusion of environmental Liaison Officers representing the Ministries of Environment of the PCs.

Main Recommendations:

- National FPs, in addition to a regularly updated workplan which is uploaded at the project’s website, requested to receive a plan of upcoming activities well in advance so that they can have the time to facilitate effectively the nomination of the most suitable trainees and to coordinate with other relevant institutions;



- In order to identify the most suitable candidates, the PCs should receive detailed information about the required profile and the level needed for the targeted participants when the nomination request is sent to them;
- Concerning the impact of capacity building activities, internal follow-up by the countries is needed to monitor what has been accomplished in relation to the subject training theme;
- Trainees should present the key points acquired from the trainings to their colleagues. This would enhance both the monitoring/evaluation process and the sustainability of capacity building activities;
- Trainees should be actively involved in the capacity building activities, by requesting them to prepare in advance and present cases, examples and best practices from their National experiences;
- The importance of wetlands in wastewater treatment and the need to include such topic in training sessions and study visits needs to be stressed. This issue will particularly come into the picture through the ICZM/IWRM linkage.
- Countries need to be engaged in the preparation of the trainings so that priority themes can be identified more easily and activities catered better to their National needs. SWIM-SM can share the Concept Note (CN) of the proposed training activities with the FPs and gather their feedback before proceeding. Time is however a very important factor in implementation; which necessitates that feedback from the FPs is given within a week. Otherwise SWIM will consider there is an agreement on the CN.
- EU Delegations in the PCs should also be informed in advance about such activities in order to link better with the bilateral assistance projects that they are implementing at the national level;
- SWIM-SM should also progress on regional themes of interest and provide advice on particular issues such as those related to trans-boundary water management and good water governance.
- The private sector should be invited to join in capacity building events as this would be very useful for them. PCs can help in securing the private sector participation to events;
- Training of trainers should be given adequate attention by SWIM-SM to secure appropriate follow-up and sustainability of activities. SWIM PCs help would however be needed in identifying the right people from the administrations or national centers who could be trained;

Work package 3: Application of water management plans

Main Outcomes of Discussions:

- It was stressed on the advisory role of SWIM-SM in relation to desalination and that relevant activities are implemented having in mind that desalination should be considered⁵



after all other options have been exhausted by the countries. In this respect, SWIM-SM undertook a study to examine the costs and benefits of supplying water through desalination compared with improving technical and allocative efficiency. Whilst this study is meant to provide guidelines for informed decision with respect to investment in the water sector, SWIM-SM project does not encroach on the sovereignty of PCs and on their decisions to promote desalination as a solution to their water problems;

- Israel stressed on the importance of keeping the deleted activity (Activity 3.3.3) under work package 3 regarding the development of a financial incentive system for saving water and on the need to support farmers through financial incentives as this could have significant impacts on sustainable water management.

Main Recommendations:

- The private sector should be involved in activities related to desalination as they have been around for 50 years and can provide useful advice;

Work package 4 : Identification of good practices & success stories in the region & elsewhere

Main Outcomes of Discussions:

- The identification of good practices is generally considered as a very useful activity, of an added value to the PCs.
- Aquifer recharge through treated wastewater is considered by some countries as an important issue to which SM should give more emphasis. However, other countries currently see it as a risky practice because water quality problems. Aquifers can be polluted irreversibly and therefore PCs are not committed to recharge. The scarce knowledge on hydro-geology of aquifers and groundwater bodies in some of the PCs does not allow planning properly for recharge, while the absence of appropriate legislation and enforcement in addition to lack of adequate awareness represent in many cases an obstacle to the practice.
- IMPROWARE demonstration project is addressing the issue of aquifer recharge with wastewater and good practices will hopefully come out to guide related activities. Eventually, combined efforts between IMPROWARE and SWIM-SM could be implied to respond to this request of the countries;

Main Recommendations:

- To involve NGOs as much as possible in activities related to this package and to identify possibilities for them to assist in moving things forward.
- Good practices in aquifer recharge from PCs should be considered for replication (e.g Israel using Soil Aquifer Treatment of secondary effluent) and other countries in the



Sustainable Water Integrated Management (SWIM) - Support Mechanism

Project funded by the European Union

Mediterranean (e.g Spain). The role of SWIM-SM would be the provision of options and technologies but the final decision remains with the countries.

- SM to develop a study on the legislative framework regulating the recharge of aquifers with adequately treated wastewater.

Work package 5 : Development of a Communication and Awareness Raising Strategy

Main Outcomes of Discussions:

- Parliamentarians are perceived as an important group to be targeted by SM in the framework of its communication / awareness raising activities;
- NGOs also play an important role in promoting sustainable water management and would be considered amongst the main target groups;
- Prosecutors and judges are not well trained in addressing non-compliance with water laws and available enforcement mechanisms.
- The close cooperation between H2020 CB/MEP and SWIM-SM was stressed upon as well as the importance of promoting further synergies given the fact that some of the target groups are similar.

Main Recommendations:

- Training prosecutors and judges should be given the highest priority;
- Dialogue between MPs and journalists, others to also include NGOs should be given adequate attention;

Work package 6 : Support the Commission with the overall coordination of the program.

- No comments and /or recommendations were made.

Session III: SWIM Demonstration projects - Presentations & Update

Main Outcomes of Discussions:

- The SWIM-SM SC has no word/mandate over the Demos – this was clear from the previous SWIM-SM SC Meeting. Israel FP objected to the provision of any support from SM to the Demo projects and to the project “All across the Jordan River” in particular. This Demo has not been endorsed by the related countries and might jeopardise the Peace Treaty and, is ineffective due to the absence of Syria in discussions about the River.
- The EC pointed out that NGO projects do not need governments’ endorsement and while SWIM-SM steering committee is not responsible for the demo projects, it needs to be kept



informed.

Main Recommendations:

- The oPt recommended that, for the case of the “All Across the Jordan” Demo project to form a trilateral inter-governmental committee as Governments are the ones taking the decisions. This is to ensure the endorsement and applicability of the findings of the project;
- Appropriate tools and methods should be applied in order to make visible the impact of SWIM two components in the countries in the coming years. In some PCs there are more than one SWIM activity and therefore it would be useful to show how SWIM-SM and Demos are carrying out the activities and synergizing. Organising joint but relevant workshops to share experiences within the country would be useful in this regard.

DAY 2 – 18 Oct 2012

Session IV: SWIM-SM Work-plan 2013: Presentation and Discussion

SWIM-SM Pillar A : Non conventional Water Resources

Main Outcomes of Discussions:

- Some of the financial figures presented in relation to desalination (UNEP/WHO 2008) are out-dated as there has been progress and technological improvements that have resulted in reduced prices. In any case the actual figures will depend on several factors including the scale of desalination and the utilised technology;
- Desalination using Concentrated Solar Power (CSP) was considered important by all countries, and was addressed during 2012 SWIM-SM work plan. Despite its high potential, the core desalination group formed by SWIM-SM supported the assessment of the cumulative impact of desalination projects in the Mediterranean Sea being of high priority. This was further confirmed by both H2020 and UNEP/MAP considering the impact that the findings will have on policy reform in the Mediterranean countries (with the impact of desalination in the Southern EU countries being dealt by UNEP/MAP and that of the South Mediterranean countries by SWIM-SM)
- In its training already conducted in 2012 on wastewater treatment and reuse, SWIM-SM has not focused on the standards related to the re-injection of treated wastewater in the aquifer because there are differences from country to country based on their hydro-geological parameters;
- Additional synergies between H2020 CB/MEP and SWIM-SM can be promoted to increase the critical mass in the countries. These relate, among others, to the cumulative approach to



desalination which is considered as very important and the preparation of compatible codes on desalination at the regional level;

- oPt requested support for the examination of financial mechanisms to help private sector involvement with regards to the construction and operation of desalination plants.

Main Recommendations:

- The State of Israel recommended the organisation of a capacity development workshop on modelling the cost of desalination in collaboration with MEDRC to predict the cost of desalination based on scale and technologies used. Many PCs supported the initiative;
- In all future work, the environmental costs of desalination should be valued and internalised in any cost estimations. Furthermore, the capital costs should also be an integral part of all cost estimates;
- Moreover, SWIM-SM could capitalize on the existing Environmental Impact Assessments (EIA) undertaken for existing desalination plants and extract lessons learnt and to share it with the partner countries;
- When conducting the proposed desalination study, magnitude of pollution should be put in perspective for comparison with other sources of point pollution in the Mediterranean (e.g. from power plants, industrial wastewater discharges, etc.) This however will be subject to availability of data on other discharges that is made available to SWIM-SM;
- The proposed desalination study should build on the findings of other regional projects supported by the EU addressing the same topic. Specific notion was made to AQUA CSP study analysing the potential of concentrating solar thermal power technology for large scale seawater desalination;
- SWIM-SM to consider, for future work, the compilation of desalination codes/laws/standards in the PCs with the aim of enhancing their compatibility and/or harmonisation in the region;
- SWIM-SM to organize a strategic meeting including the FPs/LOs and a chief official from the relevant Ministries dealing with desalination together with the Core Desalination Group. NGOs should be invited in this meeting to follow closely the work; H2020 should also be informed to synergise follow up and adjust capacity building accordingly.
- Concerning wastewater re-use, SWIM-SM should focus further on strategic planning (and not only at the technological level) building on the findings and outcomes of activities organised in the framework of other EU funded projects, such as the MED EUWI Service Contract;
- The environmental impact of wastewater treatment should be considered and the re-use of effluent should be promoted and integrated during the planning phase of the treatment plant;



SWIM-SM Pillar B : Economic Valuation of Water Pollution

Main Outcomes of Discussions:

- All data / statistics used in the studies are provided by the PCs;
- The studies consider groundwater degradation and relate not only to degradation due to pollution but also to other causes, including climate change;

Main Recommendations:

- Synergies with Arab Center for the Studies of Arid Zones and Dry lands (ACSAD) and the United Nations Economic and Social Commission for Western Asia (UN-ESCWA in Lebanon) should be ensured. Both the Ministry of Energy and Water and Litani River Authority (LRA) should be involved to provide guidance.
- SWIM-SM should consider using the results of the cost of degradation in the shared river basins to promote joint management of the shared water resources between the riparian countries (particularly in the absence of a joint management committee, or bilateral agreements on water allocations). In this regard SWIM-SM will carry out a joint workshop to discuss the results with both riparian countries, and provide a summary to the EU delegation in the respective countries to initiate policy dialogues based on the results.

SWIM-SM Pillar C : No Regret Actions for the Adaptation of the Water Sector to Climate Change

Main Outcomes of Discussions:

- There is good experience in the State of Israel on drought management – including the preparation of a master plan, risk assessment and environmental assessment of drought in addition to adaptation and mitigation issues - that could be shared with other countries as a contribution to the proposed SWIM-SM work;
- Indicators elaborated in the framework of Euro-Mediterranean Information System on know-how in the Water sector (EMWIS) activities related to the joint MED EUWI-WFD Drought Working Group could be useful for SM work;
- The SWIM Demonstration project ACLIMAS offered its collaboration with activities undertaken under this pillar as it will be compiling good practices in relation to the adaptation to droughts;
- Cooperation between SWIM-SM and relevant organisations (e.g. the Observatory for Sahara and Sahel (OSS) to build on their experience and with the demo projects (e.g.



ACLIMAS and WADIS MAR) will be pursued including making use of the project for outreach in the demo countries. In this regard, it was mentioned that OSS is a member of the consortium in Wadis Mar

- SWIM-SM to provide a drought policy framework that takes into consideration the different specificities of the project countries.

Main Recommendations:

- Tunisia recommended including flood management to the no-regret scope of work planned for 2013.
- Drought management should be approached as a whole package bringing in also agriculture and the environment and to consider both crisis and risk management.
- SWIM- SM to deal with the overall management of extreme events and prepares a set of rules and/or contingency plan that would be included in its 3rd year Work Plan.

SWIM-SM Pillar D : Water Governance

Promoting Best Practices In Support of Priority Areas for the Successful Establishment and Operationalization of Water Users Associations (WUAs) in the PCs

Main Outcomes of Discussions:

- It was specified by SWIM-SM that activities proposed under this Pillar relate to the establishment and operationalization of WUAs;
- Countries can benefit considerably from the best practices and lessons learnt from others. This should also extend to the legal frameworks. SWIM- SM specified that based on the outcomes of the Expert Group meeting held during 2012 first implementation phase, it was suggested that SWIM-SM project avoids dealing with WUAs legal frameworks;
- Concern was raised that other important issues of relevance to local water governance were not included in this pillar, such as changing crop patterns, tariffs, legislation and moving forward at the policy level.

Main Recommendations:

- Emphasis should not be given only to WUAs related to big irrigated schemes but also to those for small tenures since in some countries these small perimeters make up most of the irrigated areas;
- SWIM- SM should capacitate water legislators in SWIM countries, in order to facilitate putting in place the relevant legislations. This was nevertheless strongly debated



among the countries, with some of them favoring the adoption of step wise approach; building first success stories in WAUs establishment and empowerment and adapting legislations along the way.

Improving compliance and enforcement of water legislation in SWIM-SM countries

Main Outcomes of Discussions:

- The project will only provide guidelines on measures for improving compliance with water legislations.
- The problem mostly lies with enforcement and not availability of water legislation; and when available they are developed without any participation of the beneficiaries. Framework/guidelines on enforcement, coming from Europe for example, would be useful but the social elements and human behavior (in the region's context) need to be considered;
- The multiplicity of laws, their different origin and overlap are problematic issues in some of the PCs;
- Other actors should be engaged in the proposed capacity building activities. This would include but not restricted to environment police, inspectors, prosecutors, etc. It will be left to the focal points and liaison officers to coordinate nomination of the relevant expertise in their respective countries.
- There is significant role for the media to raise awareness for enhancing compliance with water laws;

Main Recommendations:

- Water users and stakeholders should take part in the preparation of water laws should be informed/aware on how they comply with these legislations. Bottom-up approaches and building consensus are essential towards the compliance with water laws;
- Work on incentives/disincentives for compliance should be included among the planned activities; an issue which is considered in the proposed activities;
- South-South cooperation and sharing practices on compliance and enforcement of laws should be promoted by SWIM-SM;
- Jordan and Palestine requested detailed investigation on the adequacy of water laws with the view of improving compliance and develop enforcement capacity.
- One suggestion was to revise the sequence of the training and assessment activities.



Communication, Support to the Demos & Horizontal activities

- Israel does not support activities that will be directed towards the Demos, specifically due to the existence of the FOEME project
- Demos could enhance the dissemination of information about SM at the local level;
- The general public is not a target group for communication because the cost would exceed by far the available financial resources.

Session V : Roundtable on synergies with regional organizations/ programs/ initiatives

The panel included representatives of the following organization/projects:

- H2020 CB MEP
- MEHSIP
- UNEP MAP/MED POL
- UfM Secretariat

Main Outcomes of Discussions:

- The UfM Secretariat can benefit considerably from the expertise/technical papers developed within SWIM; and requested that SWIM-SM helps develop criteria and guidelines for project selection (in relation to updated environmental hotspots) for potential funding.
- H2020/CB MEP can help in approaching stakeholders with whom they have strong linkages (Parliamentarians, NGOs, journalism, educators, and members of the CB/MEP consortium such as the UNESCO IHE, UNEP/MAP, ARC+, ACP. water and nonconventional water resources management.
- Financing the water sector appeared as an issue of importance and very high on MEHSIP agenda. SWIM-SM is recommended to synergize with MEHSIP on the water sector financing activities while avoiding socially and politically sensitive issues such as water pricing and tariff. Adequate consideration should be given to the creation of an enabling environment to attract the private sector investments in the water sector.
- A clear request for building additional synergies and interlinks with relevant projects and initiatives was expressed as follows:
 - Desalination, Capacity Building and Wastewater reuse with UNEP MAP/MED POL,
 - Reuse study on Israel and Spain by the Plan Bleu,
 - MEDRC cost modeling in desalination,



Sustainable Water Integrated Management (SWIM) - Support Mechanism

Project funded by the European Union

- “Adapting to climate change in the water sector in the MENA region” commissioned by the German BMZ (Federal Ministry for Economic Cooperation & Development) for the Arab Ministerial Council; represented by ACSAD and ESCWA,
- The UNDP Water Governance Programme for Arab States (WGP-AS); Report to be available by the end of 2012.



LIST OF PARTICIPANTS

Title	Name	Surname	Country	Institution/ Project	Position	e-mail	
1	Mr	Almotaz	ABADI	oPT	Palestinian Water Authority	Technical Advisor	mutaz.abadi@gmail.com
2	Eng.	Ahmad	ABU THAHER	oPT	Ministry of Environment	Director General for Projects and International Relations	ahmadabuthaher@yahoo.com
3	Dr.	Khaled	ABUZEID	Egypt	Centre for Environment and Development for the Arab Region and Europe (CEDARE)	Regional Water Resources Programme Manager	kabuzeit@cedare.int
4	Mr	Mohamad	AFANA	Jordan	Ministry of Environment	Director of Policy and Development	afaneh79@yahoo.com
5	Mr	Tahar	AICHAOUI	Algeria	Ministère des Ressources en Eau	Directeur des études et des aménagements hydrauliques	deah.meda@yahoo.fr
6	Dr.	Ismail	AL BAZ	Jordan	GIZ	Senior Project Manager	ismail.albaz@giz.de
7	Mr	Sherif	ARIF	Egypt	SWIM-SM	Non- key Expert	sherifarif59@yahoo.com



Sustainable Water Integrated Management (SWIM) - Support Mechanism

Project funded by the European Union

Title	Name	Surname	Country	Institution/ Project	Position	e-mail
8	Dr.	Ahmed	Egypt	Delegation of the EU to Egypt	Utilities & Economic Development Specialist	ahmed.badr@eeas.europa.eu
9	Mr.	Fuad	Spain	Union for the Mediterranean Secretariat	Senior Advisor for Environment and Water	fuad.bateh@ufmsecretariat.org
10	Mr	NEJIB	Greece	MEDWET	Coordinator	nejib@medwet.org
11	Ms	BERGER	Belgium	Policy Officer	DG CLIMA	Lucie.BERGER@ec.europa.eu
12	Dr	Djahida	Egypt	UNDP Egypt	Project Coordinator	djahida.boukhalfa@undp.org
13	Ms	BROUMA	Greece	SWIM-SM	Technical Assistance	anthi@gwpmmed.org
14	Mr	CARNEVALE	Italy	Italian Ministry for the Environment, Land and Sea	Project Officer - EU Task Force	carnevale.matteo@minambiente.it
15	Ms	BARBARA	Belgium	Italian Ministry for the Environment, Land and Sea	Head Of The EU Task Force	chiappini.barbara@minambiente.it
16	Mr	VANGELIS	Greece	SWIM-SM	Technical Director	vangelis@gwpmmed.org
17	Mr	STAVROS	Greece	SWIM-SM	Project Director	stavros@ldk-gr



Sustainable Water Integrated Management (SWIM) - Support Mechanism

Project funded by the European Union

Title	Name	Surname	Country	Institution/ Project	Position	e-mail	
18	Ms	Andrea	DE ANGELIS	Italy	Italian Ministry for the Environment, Land and Sea	Expert	deangelis.andrea@minambiente.it
19	Ms	Marta	DE TOTIS	Italy	Italian Ministry for the Environment, Land and Sea	Expert	detotis.marta@minambiente.it
20	Dr.	Celine	DUBREUIL	France	PLAN BLEU	Programme Officer for Water	cdubreuil@planbleu.org
21	Dr	Jauad	EL KHARRAZ	France	UT SEMIDE / EMMWIS TU	Information Responsible	jauad.el-kharraz@semide.org
22	Ms	Intsar	ELSBAAI	Libya	Ambassade de Libye Bruxelles	Deuxieme Secretaire	amb.delibye@yahoo.com
23	Ms	Mona	FAKIH	Lebanon	Ministry of Energy and Water	Director of Water	monafakih@hotmail.com
24	Ms.	Silvia	FAVRET	Algeria	Delegation UE Algerie	Gestionnaire Programmes de Cooperation	silvia.favret@eeas.europa.eu
25	Mr	Oded	FIXLER	Israel	Israel Water Authority	Deputy Director General	OdedF10@water.gov.il
26	Ms	Ulrike	GANTZER-SOMMER	Germany	GIZ GmbH	Head of Unit	ulrike.gantzer-sommer@giz.de
27	Mr	Giorgio	GHIGLIERI	Italy	WADIS- MAR	Prohect Coordinator	Ghiglieri@unica.it
28	Ms	Tatjana	Hema	Greece	MED POL	Programme Officer	thema@unepmap.gr



Sustainable Water Integrated Management (SWIM) - Support Mechanism

Project funded by the European Union

Title	Name	Surname	Country	Institution/Project	Position	e-mail
29	Mr	Stephane	HALGAND	European Commission Unit F.4	Task Manager	Stephane.HALGAND@ec.europa.eu
30	Mr.	Nayef	HAMMAD	Jordan GIZ	Senior Technical Advisor	nayef.hammad@giz.de
31	Mr	Rafiq	HUSSEINI	Spain Union for the Mediterranean Secretariat	Deputy Secretary General	rafiq.husseini@ufmsecretariat.org
32	Ms.	Liselotte	ISSAKSON	European Commission Unit F.4	Head of Sector	Liselotte.Isaksson@ec.europa.eu
33	Ms.	Sondes	KAMOUN	Tunisia Bureau de Planification et des Equilibres Hydrauliques	Directeur General	sondeskamoun@yahoo.fr
34	Mr	Hachmi	KENNOU	France Institut Méditerranéen de l'Eau (IME)	Executive Director	hkennou@ime-eau.org
35	Dr.	Roula	KHADRA	Italy Cieham-Bari Institute	Officer/Land & Water Department	khadra@iamb.it
36	Dr.	Essam	KHALIFA	Egypt Ministry of Water Resources and Irrigation	Sector Head	Essam@mwri.gov.eg
37	Mr.	Nader	KHATIB	oPT WEDO/FOEME	Director	nader@foeme.org
38	Mr	Hosny	KHORDAGUI	Egypt SWIM-SM	Team Leader	h.khordagui@swim-sm.eu



Sustainable Water Integrated Management (SWIM) - Support Mechanism

Project funded by the European Union

Title	Name	Surname	Country	Institution/ Project	Position	e-mail	
39	Ms	Chara	KOTSANI	Greece	SWIM-SM	Project Coordinator	cko@ldk.gr
40	Ms	Victoria	LAINA	Greece	SWIM-SM	Administrator	vs@ldk.gr
41	Dr.	Nicola	LAMADDALENA	Italy	Cieham-Bari Institute	Head of Dept	lamaddalena@iamb.it
42	Ms	Catherine	LAURANSON	European Commission	DG ENV E.1	Policy Officer	catherine.lauranson@ec.europa.eu
43	Ms.	Shannon	MCCARTHY	Oman	MEDRC	Deputy Center Director	mccarthys Shannon@yahoo.com
44	Mr.	Munqeth	MEHYAR	Jordan	Eco Peace Friends of the Earth Middle East	President	munqeth@foeme.org
45	Mr.	Andrew	MURPHY	European Commission	DG ENV European Commission	Enp Coordinator	andrew.murphy@ec.europa.eu
46	Mr	Essam	NADA	Egypt	RAED	Executive Director	e.nada@aoye.org
47	Mr.	Joan	PARPAL	Spain	Medicities	Secretary General	parpal@amb.cat
48	Ms	Florence	PINTUS	France	International Office For Water	Project Manager	F.PINTUS@OIEAU.FR
49	Mr	Bouzekri	RAZI	Morocco	Ministère de l'Energie, des Mines, de l'Eau et de l'Environnement	Chef de Service de la Coopération Bilatérale	bz.razi@gmail.com



Sustainable Water Integrated Management (SWIM) - Support Mechanism

Project funded by the European Union

Title	Name	Surname	Country	Institution/Project	Position	e-mail
50	Mr	Charbel	RIZK	Lebanon	SWIM-SM	Environment Expert c.rizk@swim-sm.eu
51	Ms	Valeria	RIZZO	Italy	Italian Ministry for the Environment, Land and Sea	Director Of Division rizzo.valeria@minambiente.it
52	Ms	Cecile	RODDIER-QUEFELEC	Denmark	European Environment Agency	Project Manager cecile.rodier-quefelec@eea.europa.eu
53	Mr	Karim	SAHNOUN	Tunisia	Ministère de l'Environnement	Sous Directeur à la Direction de la Cooperation m.cab@mineat.gov.tn
54	Ms	Irene	SANDER	Jordan	Technical Adviser	German International Cooperation- GIZ irene.sander@giz.de
55	Prof.	Michael	SCOULLOS	Greece	H2020 CB/MEP	Team Leader info@mio-ecsde.org scoullos@mio-ecsde.org
56	Mr.	Saleh	SEDDIK	Egypt	Delegation of the EU to Egypt	Finance & Contracts Officer saleh.seddik-aly@eeas.europa.eu
57	Mr.	Fadi	SHRAIDEH	Jordan	IUCN ROWA	Reward Coordinator/Search fadi.shraideh@iucn.org
58	Mr	Ali	SUBAH	Jordan	Ministry of Water and Irrigation	Team Leader Secretary General Assistant alisubah62@yahoo.com



Sustainable Water Integrated Management (SWIM) - Support Mechanism

Project funded by the European Union

Title	Name	Surname	Country	Institution/Project	Position	e-mail
59	Ms	Suzan	TAHA	Jordan	SWIM-SM	Water Expert s.taha@swim-sm.eu
60	Prof.	Mladen	TODOROVIC	Italy	CHEAM - Mediterranean Agronomic Institute of Bari	Scientific Administrator mladen@iamb.it
61	Ms	Barbara	TOMASSINI	Lebanon	SWIM-SM	Communications Expert b.tomassini@swim-sm.eu
62	Mr	Salvatore	VIRDIS	Italy	WADIS- MAR	Project Manager Virdis@uniss.it
63	Mr	Stelios	ZACHARIAS	Greece	SWIM-SM	Event Coordinator zas@ldk.gr
64	Mr.	Alon	ZASK	Israel	Israeli Ministry of Environmental Protection	Director, Water and Stream Division, AlonZ@sviva.gov.il
65	Mr	Dimitrios	ZEVGOLIS	European Commission	DG CLIMA A-1	Policy Officer dimitrios.zevgolis@ec.europa.eu